

*Article 29 du Règlement*

Nova. Même si les Albertains passent parfois pour des séparatistes, au moment crucial, ils sont Canadiens jusqu'au bout des ongles.

Nous devrions prendre exemple sur certaines initiatives positives du passé. Bien sûr, Dome s'est mise en difficulté financière. Elle s'est laissée entraîner par les énormes richesses éventuelles qui étaient en jeu. Même si je ne puis divulguer tout ce que je sais, je peux vous dire que l'avenir de tout notre continent, en matière d'indépendance énergétique, repose sur l'Arctique canadien. Les Américains le savent et nous aussi.

Les Américains ne viennent pas chez nous en seigneurs et maîtres mais plutôt en rampant à quatre pattes pour essayer d'avoir accès à certaines de nos ressources. Il suffit d'examiner le rapport Paley de 1952 où l'on conseillait aux Américains de commencer à acquérir des ressources dans le monde entier. Les États-Unis épuisent rapidement leurs propres réserves pétrolières et gazières et ils le savent. Ils ne vont pas restreindre leurs efforts dans le Nord. Ils doivent accroître leurs réserves.

Ces dernières années, le Nouveau parti démocratique a fait trois grosses erreurs sur le plan politique. La première en 1966, lorsqu'il a soutenu le parti libéral pour s'opposer à la construction par TransCanada Pipelines Limited d'une boucle allant du Manitoba jusqu'à Sarnia. L'Office national de l'énergie avait autorisé la construction de cette boucle. Si on l'avait fait, de gros intérêts de l'est du Texas et de la Louisiane auraient eu accès au marché du sud-ouest de l'Ontario.

Quand je repense à ce débat, c'est le discours d'un député de l'opposition d'alors qui a renversé la vapeur. Cela peut paraître prétentieux, mais c'est moi qui ai fait ce discours. J'ai employé le même ton qu'aujourd'hui pour dire aux libéraux de ne pas se laisser faire par le NPD. J'ai signalé que le NPD recommandait la création d'un gazoduc dans le Nord dans le seul but de créer quelques emplois dans cette région, pour s'assurer la victoire à deux élections partielles. J'ai ajouté que le parti libéral, en tant que gouvernement du Canada, devait intervenir et prendre les mesures qui s'imposaient pour le bien du Canada.

On a signalé que la construction de cette boucle entraînerait une augmentation des ventes de gaz, ce qui rendrait nécessaire la construction d'un pipeline dans tout le Nord, et c'est ce qui s'est passé.

Ceux qui s'opposaient à la construction de cette boucle par TransCanada Pipelines cherchaient à s'assurer le marché de Sarnia, où l'on pouvait obtenir un gaz plus cher en comparaison de la proposition de TransCanada de fournir un gaz moins cher grâce à la haute capacité volumétrique de la Boucle. Tous les grands syndicats des États-Unis se sont opposés à la construction de cette boucle, ainsi que toutes les grandes sociétés américaines. Les grands syndicats avaient le droit de défendre leurs propres intérêts et les grandes sociétés américaines s'y sont opposées parce qu'elles savaient que nous pourrions faire venir du gaz de l'Ouest en Ontario à meilleur marché que le gaz de la Louisiane et de l'est du Texas.

Lorsqu'on a soumis tous ces faits à la Chambre, le leader du Nouveau parti démocratique de l'époque et ses partisans, ainsi

que tous les libéraux, sont revenus sur leur position. Le gouvernement a carrément changé d'avis et a autorisé la construction de cette boucle.

Une fois les faits connus, les députés de tous les partis sont de grands Canadiens. La première erreur du Nouveau parti démocratique a donc été d'épouser cette idée puéride qu'il fallait construire un pipeline dans le Nord uniquement. Son argumentation était que la construction de cette canalisation dans le Nord entraînerait un plus grand nombre de créations d'emplois sur une plus longue période de temps.

**Une voix:** C'était la faute de Blakeney.

**M. Hamilton:** La deuxième erreur du Nouveau parti démocratique a été d'appuyer, par pur nationalisme, le Programme énergétique national mis en place par le gouvernement libéral. On en a bien assez dit sur ce sujet. Je n'ai pas à rappeler aux députés ce qui s'est passé. Ce programme a été un véritable gavage de l'industrie pétrolière et gazière par le gouvernement fédéral, à grand renfort d'énormes subventions, et il a été une infraction directe à la constitution. Aucun gouvernement fédéral n'a le droit de faire indirectement ce qu'il n'est pas autorisé à faire directement par la loi.

Le parti libéral, aidé par le Nouveau parti démocratique, a adopté le Programme énergétique national, un programme qui a en fin de compte causé des torts à toutes les grandes sociétés pétrolières. Le PEN a incité ces sociétés à se lancer dans des dépenses somptuaires et dans des emprunts massifs sans tenir compte des taux d'intérêt. Le secteur du pétrole et du gaz en a ensuite subi les retombées. La société Dome Petroleum, en faisant l'acquisition des réserves de gaz en profondeur des Foothills et en se lançant dans le programme de prospection de la mer de Beaufort, s'est laissé distancer, et comme pour n'importe quel agriculteur ou homme d'affaires ordinaire, une fois qu'on est distancé par des taux d'intérêt élevés, c'est la fin des haricots. C'est la politique des taux d'intérêt du Canada qui a entraîné cette situation, et nous devons tous à ce titre en assumer la responsabilité.

La position du Nouveau parti démocratique à l'égard de la prise de contrôle de Dome Petroleum par Amoco Canada constitue une troisième erreur. Amoco n'est pas plus grosse qu'un éléphant et un éléphant est vulnérable s'il perd l'équilibre. Amoco a absolument besoin de réserves; mais pour acquérir ces réserves, elle doit respecter les règlements de l'Alberta et de la Saskatchewan et, dans une certaine mesure, de la Colombie-Britannique ainsi que des terres du Canada où se trouvent la majorité des terres que possède Dome Petroleum.

Si l'on pense vraiment aux intérêts du Canada, il ne faudrait pas adopter une mentalité d'insulaire. Nous ne pouvons pas nous permettre de produire juste assez pour nourrir les Canadiens et leur donner du travail. Nous faisons partie de l'économie mondiale. Tous les pays s'enrichissent s'ils commercent entre eux. Étant généralement pour la libéralisation des échanges, les députés d'en face ne devraient pas considérer le libre-échange comme un bradage. Le Canada et le Brésil, ainsi que la Russie et la Chine, dans une moindre mesure, sont les pays de l'avenir.